



## Rapport d'Orientation Budgétaire 2022

## Table des matières

1	Cadre réglementaire .....	3
2	Introduction .....	3
3	Contexte .....	5
3.1	Mondial et européen .....	5
3.2	National et local .....	7
3.3	Une transposition au plan local de ces enjeux de décarbonation.....	7
3.4	Rapprochement des 3 syndicats, SIARCE, SIEGRA et SMOYS : une force pour demain .....	8
3.5	Des Orientations budgétaires de transition .....	8
3.5.1	Pour les opérations de sécurisation des réseaux et d'effacements visuels : une maîtrise d'ouvrage unique, un portage financier de la contribution relative à l'article 8 et une contribution au titre de la R2 .....	10
3.5.2	Pour la réduction de l'empreinte carbone : vers une réduction de la consommation d'énergie et la maîtrise de la demande d'énergie .....	12
3.5.3	L'électromobilité sera développée et le déploiement des IRVE se poursuivra.....	13
3.5.4	Conduite de diagnostics de performance énergétique.....	16
3.5.5	Programme d'équipement des collectivités adhérentes en unités de production d'énergie solaire thermique et électrique .....	16
3.5.6	Mise en place d'un bouquet de services d'aide aux Collectivités membres financé par la valorisation des C.E.E.....	17
4	Budget 2022.....	18
4.1	Fonctionnement .....	18
4.1.1	Recettes de fonctionnement.....	18
4.1.2	Dépenses de fonctionnement .....	18
4.2	L'investissement .....	19
4.3	Un budget au service des ambitions du syndicat .....	21
5	Une équipe administrative à la mesure des défis .....	23
6	Dettes.....	23

## 1 Cadre réglementaire

La loi du 6 février 1992 a rendu obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus la tenue d'un débat portant sur les orientations générales du budget. Les EPCI comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus sont soumis à cette même exigence.

Depuis l'adoption de la loi NOTRe du 7 août 2015, le débat porte sur le rapport retraçant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels, et la structure et la gestion de la dette. L'article D 2312-3 du CGCT détermine le contenu exhaustif de ce rapport. Il doit comprendre :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre.
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

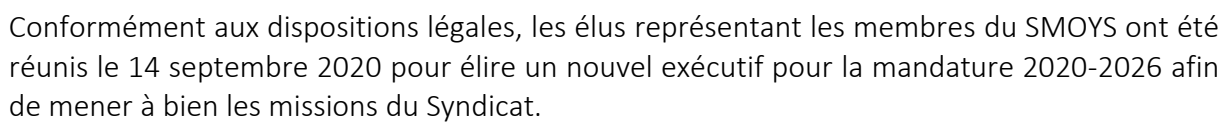
## 2 Introduction

Le Syndicat mixte Orge-Yvette-Seine (SMOYS) est un établissement public créé en 1922, initialement chargé de l'organisation et du fonctionnement du service public de distribution d'électricité.

Le SMOYS regroupait jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2021, 33 communes et près de 610 000 habitants. Il regroupe désormais 66 communes et près de 850 000 habitants sur un territoire de 488 km<sup>2</sup>.

Le SMOYS couvre à présent 27% de la superficie du département de l'Essonne ; il représente 32% des communes Essonniennes et 63% de la population du Département de l'Essonne.

Le nouvel exécutif a décidé d'inscrire le Syndicat comme acteur véritable de la Transition Energétique pour tous, en conjuguant la mobilité verte, la rénovation énergétique des bâtiments et la production d'énergies renouvelables.



Le nouveau Président Brahim OUAREM et ses Vice-présidents portent ensemble une nouvelle ambition pour le Syndicat, celle d'être pleinement acteur de la transition énergétique au plan local et au profit de ses collectivités membres et plus largement au bénéfice de l'ensemble des habitants. Ils ont décidé de promouvoir le Syndicat comme acteur de la transition énergétique pour tous.

## 3 Contexte

### 3.1 Mondial et européen

Ces deux années 2020 et 2021 ont été marquées par la crise sanitaire de la Covid 19. Néanmoins, et bien que cette pandémie ne soit pas totalement éradiquée, la vaccination en masse couplée aux protocoles sanitaires ont permis aux différentes économies de repartir.

Paradoxalement, ce sont probablement les effets de la reprise de l'activité économique mondiale qui pourraient poser les plus gros risques pour 2022. L'économie mondiale semble marquer une légère surchauffe avec des demandes de matières premières et de biens plus élevées que l'offre. Ainsi, aujourd'hui de nombreux secteurs, notamment la fourniture des produits électroniques, subissent un fort ralentissement suite à la pénurie des matières premières. Et fait nouveau, la croissance chinoise semble marquer le pas. Ce ralentissement risque de peser lourdement sur l'économie mondiale en 2022 si la tendance observée au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021 se confirmait. Ce ralentissement est multi factoriel car lié aussi bien à certaines décisions conjoncturelles du gouvernement chinois qu'à des éléments structurels plus dépendants de la transformation de l'économie et de la société chinoise (baisse de la productivité et vieillissement de sa population).

Néanmoins, malgré les perspectives 2022 mitigées, la France devrait proposer une croissance importante, de l'ordre de 3,9 %.

# Latest World Economic Outlook Growth Projections

(real GDP, annual percent change)	PROJECTIONS		
	2020	2021	2022
<b>World Output</b>	<b>-3.1</b>	<b>5.9</b>	<b>4.9</b>
<b>Advanced Economies</b>	<b>-4.5</b>	<b>5.2</b>	<b>4.5</b>
United States	-3.4	6.0	5.2
Euro Area	-6.3	5.0	4.3
Germany	-4.6	3.1	4.6
France	-8.0	6.3	3.9
Italy	-8.9	5.8	4.2
Spain	-10.8	5.7	6.4
Japan	-4.6	2.4	3.2
United Kingdom	-9.8	6.8	5.0
Canada	-5.3	5.7	4.9
Other Advanced Economies	-1.9	4.6	3.7
<b>Emerging Market and Developing Economies</b>	<b>-2.1</b>	<b>6.4</b>	<b>5.1</b>
Emerging and Developing Asia	-0.8	7.2	6.3
China	2.3	8.0	5.6
India	-7.3	9.5	8.5
ASEAN-5	-3.4	2.9	5.8
Emerging and Developing Europe	-2.0	6.0	3.6
Russia	-3.0	4.7	2.9
Latin America and the Caribbean	-7.0	6.3	3.0
Brazil	-4.1	5.2	1.5
Mexico	-8.3	6.2	4.0
Middle East and Central Asia	-2.8	4.1	4.1
Saudi Arabia	-4.1	2.8	4.8
Sub-Saharan Africa	-1.7	3.7	3.8
Nigeria	-1.8	2.6	2.7
South Africa	-6.4	5.0	2.2
<b>Memorandum</b>			
Emerging Market and Middle-Income Economies	-2.3	6.7	5.1
Low-Income Developing Countries	0.1	3.0	5.3

Source: IMF, *World Economic Outlook*, October 2021

Note: For India, data and forecasts are presented on a fiscal year basis, with FY 2020/2021 starting in April 2020. For the October 2021 WEO, India's growth projections are 8.3 percent in 2021 and 9.6 percent in 2022 based on calendar year.

### 3.2 National et local

La France a profité pleinement de la reprise économique mondiale de 2021 avec un niveau de croissance historique de 6,3%. La reprise économique devrait se poursuivre en 2022 et permettre à la France de retrouver son niveau de PIB avant la crise sanitaire.

Les grandes évolutions macro-économiques mondiales et nationales ont eu un impact relativement limité sur le fonctionnement du Syndicat à l'exception notable de la volonté française de maximiser les efforts en matière de transition énergétique dont le SMOYS peut espérer tirer profit.

Ainsi, le plan France 2030 contient des mesures qui devraient à long terme peser sensiblement sur les stratégies du syndicat. Ce plan de relance de 30 milliards euros va consacrer une part importante dans le soutien aux industries et technologie de décarbonation avec :

Huit milliards d'euros pour le secteur de l'énergie, afin de construire une France décarbonée et résiliente :

- Faire émerger en France des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants et avec une meilleure gestion des déchets.
- Devenir le leader de l'hydrogène vert.
- Décarboner notre industrie.

Quatre milliards d'euros pour les « transports du futur » :

- Produire près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides.
- Produire le premier avion bas-carbone.

L'année 2021 a été pour le SMOYS une année de consolidation et de normalisation de son administration afin de répondre aux critères d'un grand syndicat d'énergie. Avec l'intégration de 33 nouvelles communes, le SMOYS est aujourd'hui plus que jamais un acteur central de la transition énergétique sur son territoire qui compte désormais 850 000 habitants.

Les défis d'aujourd'hui étant considérables, le SMOYS qui fêtera en 2022 ses 100 ans ne saurait se limiter à la mobilité propre dont il a été un des précurseurs ; il se doit, plus que jamais, d'être au service de ses membres et de leurs habitants et de contribuer, ainsi, à sa mesure au développement durable et écologique du Territoire.

**Ses axes de développement sont donc devenus multiples : de l'électromobilité au Smart-grid**

### 3.3 Une transposition au plan local de ces enjeux de décarbonation

Les accords de Paris sur le climat de la COP 21 ont marqué un virage inédit des pays, notamment industrialisés, dans la lutte contre le réchauffement climatique et la recherche d'énergie décarbonée.

De par ses compétences, le SMOYS est étroitement lié aux problématiques de la transition écologique et, conscient de l'importance des enjeux de développement durable, souhaite résolument y contribuer au plan local.

Le syndicat est destiné à devenir un catalyseur pour le territoire et ses collectivités dans le domaine de la transition énergétique. Et, si le SMOYS s'est déjà illustré à travers le



développement de l'électromobilité, il lui appartient certes de le poursuivre mais d'agir pour développer également les énergies renouvelables sous toutes ses formes.

Ce rapport d'orientations budgétaires a été établi en prenant en compte le tout récent élargissement du Syndicat.

### 3.4 Rapprochement des 3 syndicats, SIARCE, SIEGRA et SMOYS : une force pour demain

La ferme volonté des trois présidents du SMOYS, du SIARCE et du SIEGRA a porté ses fruits puisque l'arrêté interpréfectoral du 25 août 2021 a concrétisé l'élargissement du Syndicat à 66 communes. Seule la modification statutaire est encore pendante. Entre autres, celle-ci autorisera le SMOYS à piloter des actions dans tous les champs de l'énergie renouvelable et de la transition écologique et solidaire ce qui permettra aux collectivités adhérentes de bénéficier de compétences élargies telles que :

- L'installation et la gestion des infrastructures de recharge des véhicules électriques ;
- L'installation et la gestion des infrastructures de recharge des véhicules au gaz ;
- L'aménagement et l'exploitation d'installations de production d'énergie renouvelable ;
- Des actions en faveur des travaux d'isolation, de régulation thermique ou de régulation de consommation d'énergie ;
- La création et l'exploitation de réseaux publics de chaleur et ou de froid ;

Le SMOYS conformément à ses nouveaux statuts pourra aussi mener des activités complémentaires à la demande notamment :

- La maîtrise d'ouvrage des travaux d'amélioration esthétique (enfouissement des réseaux électriques) ;
- La participation ou le soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre des outils de planification et des schémas d'organisation territoriale dans le domaine de l'énergie ;
- La gestion et la valorisation des certificats d'économie d'énergie (CEE) ;
- Le conseil en énergie ;
- La coordination de groupement de commandes d'achat d'énergie
- 

### 3.5 Des Orientations budgétaires de transition

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) marque le début du cycle budgétaire annuel qui se clôturera par le vote du compte administratif, en conformité avec le compte de gestion.

Initialement symbolique, le DOB est aujourd'hui devenu une étape clé dans la préparation budgétaire de toutes les collectivités publiques.

Il permet de donner les informations à l'assemblée des élus pour éclairer leurs choix de politiques publiques et préparer la séance de vote du budget.

Le DOB 2022 s'appuie sur le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) qui doit permettre à l'ensemble des membres du comité syndical de partager l'ambition de l'exécutif.



La loi nous rappelle que voté dans les deux mois qui précèdent l'adoption du Budget Primitif, et dans une séance distincte de celle du vote du budget, le ROB doit contenir des informations budgétaires suffisamment précises pour la compréhension du futur budget.

*Rappel du Cycle budgétaire :*

	BUDGET DE L'EXERCICE N	EXECUTION		
ANNEE N	Débat d'orientation budgétaire dans les deux mois qui précèdent le vote du budget.			
	BUDGET PRIMITIF			
	<ul style="list-style-type: none"><li>Peut être voté avant le 1er janvier et jusqu'au 15 avril de l'année N</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>du 1er janvier au 31 décembre en investissement</li><li>du 1er janvier au 31 janvier de l'année suivante en fonctionnement (journée dite " complémentaire " du 1<sup>er</sup> janvier au 31 janvier de N + 1)</li></ul>		
	BUDGET SUPPLEMENTAIRE			
	<ul style="list-style-type: none"><li>si nécessaire et au moment où sont connus les résultats de l'année précédente.</li></ul>			
	DECISIONS MODIFICATIVES à tout moment après le vote du budget primitif			
ANNEE N+1	DECISIONS MODIFICATIVES	Doivent aboutir		
	Possibles <b>jusqu'au 21 janvier</b> pour ajustement des crédits nécessaires au mandatement des dépenses de fonctionnement engagées et à l'exécution des opérations d'ordre de l'année N.	Compte administratif	=	Compte de gestion
		Arrêté des comptes après la journée complémentaire		

## Une recherche permanente de l'optimisation du service des concessions de Gaz et d'Electricité

Au-delà de son rôle d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie dont la mission première et de s'assurer de l'amélioration continue de la qualité de distribution d'électricité et de gaz sur le territoire, le SMOYS souhaite à présent formaliser un étroit partenariat avec ses deux concessionnaires historiques que sont GRDF et ENEDIS. En effet, le SMOYS souhaite explorer avec ces deux entreprises des pistes de collaborations pour donner plus amplement corps à la transition énergétique sous toutes ses formes. Une convention appropriée à ce nouveau mode de coopération sera proposée en tout début d'année 2022.

C'est d'ailleurs dans cet esprit, que déjà le 2 octobre 2021, le SMOYS et ENEDIS ont signé une convention de partenariat pour l'optimisation du nouveau schéma directeur des IRVE que le SMOYS a lancé cet été.

C'est également dans cet esprit de coopération que seront réfléchis ensemble les projets relatifs à la production d'EnR&R, comme la production de Bio-gaz, d'énergie solaire à vocation thermique ou électrique.

### **3.5.1 Pour les opérations de sécurisation des réseaux et d'effacements visuels : une maîtrise d'ouvrage unique, un portage financier de la contribution relative à l'article 8 et une contribution au titre de la R2**

Si par le passé le SMOYS ne s'est pas impliqué dans la sécurisation des réseaux électriques via leur enfouissement, il souhaite désormais proposer à l'ensemble de ses collectivités membres le soin de piloter la maîtrise d'ouvrage relative à l'enfouissement des réseaux électriques et plus largement de tous les réseaux secs. Pour cela, au mois d'octobre 2021, le SMOYS a recruté un nouveau technicien et a parallèlement lancé le recrutement d'un ingénieur. Il s'est également entouré des expertises nécessaires (AMO, Maitres d'œuvre, ...) qu'il propose de mutualiser à la demande. Il est ainsi à même de réaliser l'ensemble des travaux annexes qui seraient concomitants.

Dans cet objectif de simplification, le SMOYS propose d'être l'interlocuteur unique, le maître d'ouvrage attribué pour toute mission d'enfouissement de réseaux et de faciliter pour toutes ses collectivités membres tant l'opérationnel que le suivi administratif avec ENEDIS. A ce propos, le SMOYS s'engagera chaque année, auprès d'ENEDIS via une convention annuelle d'application de l'article 8 du contrat de concession qui lie ENEDIS au Syndicat, sur un volume de travaux prévisionnels.

Ainsi, à partir de 2022, toute collectivité membre du SMOYS pourra déléguer au Syndicat tout ou partie des travaux à effectuer sur la voirie, en plus des travaux d'enfouissement du réseau électrique. Une convention de maîtrise d'ouvrage unique en précisera les termes. Dans ce type d'opération la valeur ajoutée du SMOYS a un triple avantage :

- Le SMOYS assure le portage financier de la TVA, de celui de la contribution dite au titre de l'article 8 (soit 40% de l'assiette subventionnable) et évite aux collectivités membres d'en inscrire la dépense sur leur budget d'investissement. Les Collectivités membres n'ont alors qu'à inscrire l'équivalent des 60 % du montant total des travaux restant à leur charge. En outre le SMOYS reversera à la Collectivité l'équivalent de sa quote-part de la redevance d'investissement dite R2, deux ans après la réception des travaux.
- Fort de son pôle d'expertise dédié (AMO, Maitres d'œuvres, Entreprises spécialisées) le SMOYS évite à ses collectivités membres d'avoir à procéder aux consultations qui s'imposent en pareille situation
- Le SMOYS devient l'interlocuteur unique de la Collectivité membre pour le suivi administratif avec ENEDIS, et le suivi du chantier avec les entreprises et maitres d'œuvre mobilisés durant toute l'opération.

2022 étant une première année d'expérimentation, le SMOYS inscrira un montant estimé de travaux d'enfouissement de 1 150 000 € HT.

Dans cette hypothèse, 40% seront financés par ENEDIS au titre de l'article 8 soit 460 000 € et versés directement au SMOYS

Les 60% restants, soit 690 000 € seront à la charge des communes.

La TVA sera également inscrite au budget 2022 du SMOYS et financée par un prêt relais.

La redevance R2 qui est toujours versée en année N+2 au SMOYS sera reversée aux communes selon les modalités retenues par ces nouvelles orientations budgétaires.

En effet, chaque année ENEDIS reverse au SMOYS une redevance dite R2 au titre des travaux d'enfouissement réalisés en année N-2 (terme B) ainsi que des travaux qui permettent une réduction sensible de la consommation électrique et donc de la pression sur le réseau d'ENEDIS (terme I).

Depuis le changement de contrat de concession signé en juillet 2019 et mis réellement en œuvre en octobre 2019, la redevance d'investissement est désormais calculée sur la base de ces deux termes distincts :

- le terme B qui correspond à l'assiette des travaux d'enfouissement retenue par ENEDIS pour calculer la subvention relative à l'article 8 du contrat de concession.
- le terme I qui recense les travaux de nature à réduire sensiblement la consommation électrique et la pression sur les réseaux de distribution.

Pour information,

Conformément au contrat de concession signé avec ENEDIS, la formule de calcul de la redevance R2 est :

Pour le terme B

$$0,5 B \times (1+Pc/Pd) \times (0,01 \times D + 0,1)$$

Pour le terme I

$$0,2I \times (1+Pc/Pd) \times (0,01 \times D + 0,1)$$

**B**, montant total hors taxes en euros, mandaté au cours de l'année pénultième par l'autorité concédante, au titre de sa participation au financement des travaux réalisés sur le réseau concédé dans le cadre de l'article 8 du contrat de concession (où l'assiette des travaux retenus = 60% du montant des travaux, après déduction des 40% de la première participation d'ENEDIS au titre de l'article 8)

**D**, durée de la concession, exprimée en années, définie à l'article 48 du contrat de concession (30ans)

**Pc**, population municipale des communes de la concession

**Pd**, population municipale desservie par le concessionnaire dans le département où se situe la concession

I, le montant total hors taxes en euros, mandaté au cours de l'année pénultième par l'autorité concédante ou par ses communes ou groupements de communes membres, des dépenses d'investissement permettant de mettre en œuvre, pour le réseau public de distribution concédé, les dispositions légales relatives à la transition énergétique, et permettant notamment de différer ou d'éviter le renforcement de celui-ci.

Par ailleurs, le montant des investissements relatifs au terme I est plafonné à :  
4 euros ou  $4 \text{ euros} \times (0,4 + 0,6 \text{ INGn/ING2016})$

Indice ING2016 : 108,2

Indice ING2020 (pour la R2 2022): 117,2

Le SMOYS gardera 10% de la redevance issue des formules applicables par ENEDIS, comme les années passées, au titre de la préparation, de l'instruction et du suivi des dossiers avec ENEDIS.

### 3.5.2 Pour la réduction de l'empreinte carbone : vers une réduction de la consommation d'énergie et la maîtrise de la demande d'énergie

L'un des axes principaux que souhaite développer le SMOYS dans les prochaines années est l'accompagnement de ses collectivités membres dans la réduction du bilan carbone des bâtiments publics à travers la réduction de la consommation d'énergie.

Les marchés de l'énergie sont devenus complexes et évolutifs, tous les bâtiments publics sont concernés et massifier et unifier l'achat public, via un groupement de commande, évitent la redondance des procédures de mise en concurrence. En outre, c'est également un moyen d'optimiser notre commande publique et d'obtenir de meilleurs prix et services en matière de fourniture d'énergie. C'est pourquoi le SMOYS mettra en place un tel groupement de commande d'Energie (de gaz et d'électricité) pour ses membres dès 2022.

En outre, le budget 2021 prévoyait déjà une enveloppe de 40 000 € HT dans des pré diagnostics énergétiques au profit des communes, mais le SMOYS a souhaité aller plus loin dans la démarche, en lançant le recrutement d'un économe de flux qui pourra proposer une vraie expertise technique dans le diagnostic des bâtiments mais aussi pour la mise en place de plan d'action pour la réduction énergétique.

Pour aider l'économe de flux dans sa mission, le SMOYS se dotera d'un logiciel de suivi et d'analyse des consommations des bâtiments publics des communes qui souhaiterons profiter de l'expertise du SMOYS.

Par ailleurs le SMOYS, lauréat de l'appel à projet ACTE 2 MERISIER de la FNCCR qui vise principalement à accompagner les communes dans la rénovation des écoles et autres bâtiments publics, s'est engagé à mettre à profit sa nouvelle expertise au service de ses membres. Le montant de l'aide remportée par le SMOYS est de 160 000 € sous forme de la

mise à disposition d'un économe de flux et la participation au financement des études. Elle sera mutualisée auprès des collectivités qui se sont associées à l'appel à projet de la FNCCR.

### 3.5.3 L'électromobilité sera développée et le déploiement des IRVE se poursuivra

Précurseur de l'électromobilité, le SMOYS s'était engagé depuis plusieurs années dans la voie de la transition écologique en installant dès 2016, près de 100 bornes de recharge pour les véhicules électriques. Mais dans le souci d'inciter à son développement le SMOYS avait privilégié une tarification incitative.

Le ROB 2021 avait noté la nécessité de changer cette tarification historique des IRVE (3 euros par charge comme mesure incitative à l'usage des véhicules électriques, quelles que soient la durée de charge et la quantité d'électricité chargée) qui ne permettait pas d'arriver à un équilibre budgétaire et donc d'assurer à terme la viabilité de cette politique publique.

Le nouveau modèle économique basé sur la facturation au kWh semble toujours être ce qui est le mieux pour l'utilisateur. Néanmoins, pour pouvoir respecter la réglementation d'une facturation au kWh il est nécessaire de mettre à niveau tout notre parc de bornes et de les doter de compteurs bidirectionnels nécessaires à la mesure de la quantité d'énergie électrique chargée. Cette opération non seulement coûteuse et longue (compte tenu des délais d'approvisionnement depuis la crise sanitaire de la Covid 19 et de la pénurie mondiale sur les produits technologiques) se heurte aussi à l'harmonisation nécessaire à penser avec le futur déploiement des nouvelles bornes prévu à partir de 2022, pour ne pas avoir à terme des modalités hétérogènes de tarification.

Aussi, pour ne pas prendre le risque d'une incompatibilité avec les nouvelles bornes, il est suggéré d'attendre l'approbation du nouveau schéma directeur puis le lancement de la consultation pour choisir le nouveau modèle de bornes le plus approprié à notre territoire et à son ambition. Mais pour assurer l'équilibre économique actuel, il est proposé de faire évoluer dès à présent et durant cette période transitoire, la tarification en prenant essentiellement en compte le temps de charge.

Ainsi, sachant que nos bornes sont des bornes de recharge accélérée, d'une puissance maximale de 22 kWh, mais que la plupart des véhicules ne peuvent profiter que de la vitesse de charge de 11 kWh ou moins et, considérant que le temps de charge moyen en journée est de 3h, il conviendrait de déterminer un tarif qui pour 3h de charge et 33 kWh chargés, serait susceptible d'assurer la viabilité économique de l'ensemble du parc des 100 IRVE déjà installées tout en étant conforme aux recommandations de l'Afirev.

Pour rappel le prix fixe d'un point de charge est de :

Les coûts fixes en € par an par point de charge	
Supervision	160
Frais fonctionnement interne	77
Coût de maintenance :	100
Coût petite réparation	100
Amortissement bornes	63
Amortissement module facturation kWh	40
Abonnement EDF	186

Soit un total de charge fixe annuelle de 726 € par point de charge.

En prenant pour hypothèse une recharge par jour de 80% d'une voiture standard (la ZOE 52 kWh) nous avons un coût fixe  $726 \div 365 \div 80\% (52) = 0,0478 \text{ €}$

Soit un prix fixe par kWh de 4,78 centimes.

Notons dès à présent que le prix du kWh devrait être de 18 centimes au 1<sup>er</sup> janvier 2022 (en appliquant l'augmentation du prix prévu de 12% au tarif actuel de 16,05 centimes par kWh avec un abonnement de 36 kva).

Le prix d'équilibre minimum d'exploitation serait donc de 20,83 centimes en 2021 (16,05 + 4,78 cts) et 22,78 centimes à partir de 2022.

Si nous prenons l'hypothèse d'une recharge de 11 kWh/h nous avons donc un coût horaire de  $11 \times 22,78 = 250,58$  centimes par heure.

A cela s'ajoute le prix du traitement monétique de 4%, ce qui porterait le prix d'équilibre à 261,02 centimes par heure de charge.

Pour simplifier la tarification, il est proposé de proposer une tarification par tranche de 15 minutes cela reviendrait donc à 65,26 centimes par 15 minutes de charge.

Pour faire face aux aléas, notamment l'envolée éventuelle du prix de l'électricité, il est proposé d'appliquer une sécurité de 5% à ce tarif, ce qui ramène le tarif à 68,52 centimes les 15 minutes.

De plus pour lutter contre le phénomène des voitures ventouse, il serait proposé d'instaurer une tarification post charge à partir de la 3<sup>e</sup> heures en ajoutant à ce tarif 40 centimes par 15 minutes supplémentaires.

Par ailleurs, pour ne pas pénaliser les usagers utilisant la prise de recharge domestique moins rapide, il est proposé un tarif minoré, sur la base de 3,7 kWh de charge (qui correspond à la quantité chargée à l'heure en large lente) mais uniquement sur la partie électricité et non prix fixe (calculé sur la rentabilité par charge accéléré uniquement).

Ce qui donnerait :

$$4,78 \times 11 + 18 \times 3,7 = 119,18$$

Auquel nous appliquons le prix de la monétique de 4% ce qui donne un prix d'équilibre de 124,15 centimes par heure soit 31,04 centimes les 15 minutes. A ce tarif nous appliquons la majoration de 5% pour aléas, ce qui donne un tarif final de 32,59 centimes les 15 minutes.

La nouvelle grille tarifaire proposée est donc de :

	Tarif entre 8h et 20h par tranche de 15 minutes	
	Entre 0 et 3h de charge	A partir de 3H
Charge lente	33 centimes	73 centimes
Charge accélérée	69 centimes	1,09 €

	Tarif entre 20h et 8h par tranche de 15 minutes	
Charge lente	33 centimes	
Charge accélérée	69 centimes	

Pour ne pas pénaliser les usagers qui restent toute la nuit, il est par ailleurs proposé de plafonner le prix payé entre 20h et 8h à 16 €.

Cette nouvelle tarification est plus avantageuse pour les usagers qui rechargent souvent mais sur une brève période leurs véhicules et conduit de manière incitative à une meilleure rotation des emplacements de recharge. Le tarif post stationnement pourrait être expérimental et évoluer en fonction de l'efficacité de son effet dissuasif.

Par ailleurs il convient de réfléchir à la nécessité de rendre verbalisables les véhicules qui stationnent sur les places sans se charger. Ces places étant avant tout dédiées au service public de charges et non des places de stationnement.

Bien évidemment cette tarification suppose un déploiement des bornes conformément au schéma directeur.

Le SMOYS prendra donc à sa charge la fourniture de la borne et sa pose, le branchement, le poteau de signalisation et l'exploitation.

Aussi, compte tenu de la raréfaction des sources de financement, notamment l'arrêt du financement par l'ADEME il est attendu que la commune prenne à sa charge conformément à l'esthétique de son environnement, l'aménagement de ses abords et la signalisation horizontale.

D'autant que pour respecter l'équilibre financier de chaque compétence inhérente au fonctionnement d'un syndicat à la carte, il ne sera plus possible d'équilibrer la partie IRVE avec les autres compétences, notamment les compétences historiques.

Ce nouveau modèle économique devrait permettre au SMOYS de supporter le déploiement de nouvelles bornes dont le nombre reste à définir. Néanmoins, il semble envisageable de prévoir



le doublement d'ici 3 ans du nombre de bornes sur le territoire (à périmètre de population constante).

### Autres domaines d'intervention

Certes le SMOYS poursuivra le développement de l'électromobilité mais également tâchera de contribuer au mix énergétique en investissant également dans le champ de l'énergie solaire, accompagnera les collectivités dans les diagnostics de performance énergétique de leurs bâtiments publics et leur volonté de maîtriser leur demande d'énergie.

#### 3.5.4 Conduite de diagnostics de performance énergétique

L'Etat a pour ambition de réduire de 15% la dépense énergétique des bâtiments de son patrimoine d'ici 5 ans. Le SMOYS souhaite accompagner ses collectivités membres pour transposer cette ambition au niveau local.

Dans le sillage du plan de relance voulu par l'Etat qui consacre la rénovation énergétique des bâtiments, dont ceux des administrations publiques, comme l'un des quatre piliers de la transition écologique, le SMOYS va mettre à la disposition de ses membres une ingénierie de service pour piloter à la demande de ses membres, des pré-diagnostics de performance énergétique des bâtiments publics. Ceci aux fins d'aider chacun de ses membres à définir une stratégie patrimoniale et d'évaluer les travaux nécessaires pour réduire les déperditions énergétiques. Cette politique sera intégralement supportée par le SMOYS.

#### 3.5.5 Programme d'équipement des collectivités adhérentes en unités de production d'énergie solaire thermique et électrique

A la demande et pour le compte de ses collectivités membres (communes et EPCI), le SMOYS pourra, sur la base des diagnostics précédemment effectués, être chargé de la maîtrise d'ouvrage pour conduire les mesures correctives de la performance énergétique des bâtiments publics.

Et suivant les situations, le SMOYS pourra également s'assurer de la faisabilité du projet photovoltaïque et pourra également à la demande de ses membres en assurer la maîtrise d'ouvrage.

Le SMOYS étudiera le meilleur modèle économique en fonction du prix de rachat de l'énergie produite réinjectée dans le réseau de distribution, de celle autoconsommée, tout en tenant compte du coût d'installation, de son exploitation, des coûts de maintenance et de son amortissement.

Le SMOYS fera son affaire de la recherche de financements appropriés

Tous les types de projets seront susceptibles d'être étudiés : couplés ou non à une réfection de toiture ou à un projet de construction.

### 3.5.6 Mise en place d'un bouquet de services d'aide aux Collectivités membres financé par la valorisation des C.E.E.

Dans un contexte de diminution des ressources, les collectivités territoriales sont devenues contraintes par nécessité de tendre vers une sobriété énergétique. Le SMOYS aidera ses membres à optimiser leur facture d'énergie, en mettant à leur disposition des outils adaptés à la connaissance de leur patrimoine, à la maîtrise de leur consommation, à l'efficacité énergétique de leurs bâtiments publics et à la recherche de solutions d'autoconsommations alternatives.

Il s'agira en premier lieu d'aider nos collectivités membres à identifier les postes de consommation les plus énergivores, en les comparant à des référentiels existants, puis à définir les axes d'amélioration les plus pertinents (optimisation tarifaire, travaux spécifiques à envisager, ...) et à mobiliser les concours financiers les plus appropriés auprès de nos partenaires institutionnels habituels pour apporter aux collectivités membres les financements complémentaires.

Parallèlement, le SMOYS instituera une plateforme de valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie (C.E.E.) ainsi générés de manière à redistribuer aux collectivités membres du Syndicat qui se seront engagées à optimiser leur efficacité énergétique la traduction financière des fruits des travaux d'amélioration énergétique de leur patrimoine.

Le concours de la Banque des Territoires sera recherché, comme celui de l'Agence Régionale pour l'Énergie et le Climat (AREC) et des Agences Locales de l'Énergie et du Climat (ALEC).

## 4 Budget 2022

Pour le Smoys, une nouvelle ère

### **Une méthode, des ressources, la transparence de ses actions et de leur financement**

La restructuration des finances du SMOYS effectuée en 2021 a permis au syndicat d'être autonome financièrement et de présenter des comptes sains.

#### 4.1 Fonctionnement

##### 4.1.1 Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement proviennent principalement des redevances pour les concessions gaz et électricité du SMOYS. Pour 2022 il a été ajouté la part prévisionnelle provenant de l'intégration des nouveaux membres.

Avec le système de calcul plus favorable pour les grandes collectivités du nouveau contrat ENEDIS, le SMOYS devrait gagner 730 000 € de redevance R1 en lieu et place de 540 000 € pour le montant cumulé perçu par le SMOYS, le SIARCE et le SIEGRA au titre de la redevance R1.

A cette redevance est ajoutée la redevance R1 de GRDF ainsi que la redevance R2 estimative pour l'année 2022.

La seconde recette provient de l'exploitation des bornes électriques.

##### 4.1.2 Dépenses de fonctionnement

###### 4.1.2.1 Charges à caractère général

Par soucis d'homogénéité de forme, ce chapitre sera construit au regard des montants inscrits lors du budget primitif 2021 et non celui du budget global 2021 suite au budget supplémentaire. Car il avait été décidé d'inscrire au BS 2021 des sommes importantes dans le cadre de la recherche et développement sur l'hydrogène notamment mais, compte tenu du retard pris pour l'adoption des nouveaux statuts, il sera proposé le cas échéant de remettre ces projets au prochain BS 2022.

Le seul rajout nouveau à ce stade est une enveloppe de 10 000 € prévisionnelle pour des actions de coopération décentralisée.

Il sera ainsi proposé d'inscrire 208 000 € à ce chapitre.

#### 4.1.2.2 Charge du personnel

Ce chapitre enregistre le recrutement d'un technicien à temps plein à compter du mois d'octobre 2021 mais dont la charge est comptabilisée en année pleine en 2022 ainsi que le recrutement d'un économe de flux qui sera mis à la disposition des membres. Ces deux postes plus l'augmentation « naturelle » des dépenses du personnel tel que les revalorisations des points d'indice, le glissement vieillesse technicité (GVT) font passer le budget 2021 de 390 000 € à 495 000 € pour 2022.

#### Autres charges courantes

Ce chapitre est augmenté mécaniquement de l'augmentation de la R2 perçue, celle-ci est reversée aux communes, selon les modalités précitées.

#### 4.1.2.3 Charges financières

Ce chapitre évolue naturellement au rythme du remboursement de l'emprunt

#### 4.1.2.4 Charges exceptionnelles

L'enveloppe a légèrement été augmentée pour prévoir d'éventuels ajustement suite à l'intégration des budgets du SIEGRA et du SIARCE.

## 4.2 L'investissement

Comme il a été expliqué précédemment, à partir de l'année 2022, le SMOYS reprendra pleinement la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement, en conséquence, 1 150 000 € HT (1 380 000 € TTC) seront inscrits au budget 2022.

En plus de cette inscription nouvelle, le SMOYS souhaite continuer sa poursuite des investissements innovants et d'accompagnement de ses membres dans la transition énergétique.

Le SMOYS souhaitant voter son budget avant l'arrêt des comptes 2021, il ne sera pas intégré les résultats 2021 dans le budget primitif 2022, même si ces derniers seront très probablement excédentaires, notamment grâce à la récupération de la subvention ADEME pour un montant de 570 000 €.

Aussi, il convient d'inscrire essentiellement les investissements prioritaires, sachant que ces premiers investissements pourront être à loisir renforcés lors d'un prochain budget supplémentaire.

De ce qui a été proposé plus haut en découlent les inscriptions budgétaires suivantes pour le BP 2022

- Première phase de déploiement de nouvelles bornes IRVE sur le territoire, avec une cinquantaine de bornes prévue au stade du ROB, bien évidemment le nombre et le montant alloué seront évalués après la validation du schéma directeur et le résultat du marché de déploiement de bornes : 600 000 €
- Le déploiement de panneaux solaires : le développement d'énergie verte reste une priorité pour le SMOYS, aussi 150 000 € seront fléchés pour cette action, il sera proposé au Comité syndical de choisir un ou des premiers sites témoins pour un premier déploiement dès 2022
- Une enveloppe de 150 000 € est prévue pour amorcer le développement d'une centrale de biogaz sur le territoire.
- La poursuite du programme de diagnostic de performance énergétique dont l'enveloppe 2021 était de 40 000 € HT, elle sera renforcée dès le budget primitif de 60 000 € HT pour un total 2021/2022 de 100 000 € HT soit 120 000 € TTC.

A cela s'ajoutent plusieurs inscriptions en investissement :

- 39 000 € en études et logiciels : pour des logiciels métiers, divers AMO etc.
- 20 000 € pour l'achat d'un véhicule dédié à l'ingénieur économiste de flux et le besoin des services à se déplacer sur le territoire
- 35 000 € d'enveloppe pour d'autres investissements corporels (informatique, mobilier pour équiper les bureaux des 2 nouveaux agents, ainsi qu'une enveloppe de « sécurité »)

Pour financer ces investissements, le SMOYS compte principalement sur les ressources provenant de :

- ENEDIS pour 40% des travaux d'enfouissement, les 60% sont à la charge des communes.
- Pour les IRVE, la contribution communale est à ce stade évaluée à 125 000 € (dédiées aux aménagements des abords et de la signalisation horizontale)
- Un autofinancement de 221 000 €
- Une inscription d'un emprunt d'équilibre de 985 000 €, sachant que ce montant est purement théorique. Il ne sera appelé que partiellement appelé ou que si nous n'avons pas les notifications des subventions d'ici la fin d'année 2022 notamment pour les IRVE et si les excédents 2021 ne couvrent pas entièrement le besoin de financement 2022. L'orthodoxie budgétaire en comptabilité publique oblige le SMOYS à inscrire les dépenses de manière exhaustive mais seulement les recettes réelles connues au moment du budget.

### 4.3 Un budget au service des ambitions du syndicat

#### Fonctionnement

Chap	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Budget 2021 (BP+BS)	BP 2022	Evolution
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	145 000	150 000	5 000
73	IMPOTS ET TAXES			0
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0		0
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 180 000	1 570 000	390 000
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			0
	<b>RECETTES REELLES</b>	<b>1 325 000</b>	<b>1 720 000</b>	<b>395 000</b>
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0	0	0
002	RESULTATS FONCTIONNEMENT REPORTE	947 897		-947 897
	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 272 897</b>	<b>1 720 000</b>	<b>-552 897</b>

Chap	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Budget 2021	BP 2022	Evolution
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	396 754	208 000	-188 754
012	CHARGES DU PERSONNEL	390 000	495 000	105 000
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			0
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	561 500	776 500	215 000
66	CHARGES FINANCIERES	4 624	4 500	-124
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 000	15 000	10 000
022	DEPENSES IMPREVUES	21 019		
	<b>DEPENSES REELLES</b>	<b>1 378 897</b>	<b>1 499 000</b>	<b>141 122</b>
023	Transfert à la section d'investissement	774 000	101 000	-673 000
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	120 000	120 000	0
	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 272 897</b>	<b>1 720 000</b>	<b>-531 878</b>

Autofinancement

894 000

221 000

### Investissement

Chap	RECETTES INVESTISSEMENT	Budget 2021 (BP+BS)	BP 2022	Evolution
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			0
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES		985 000	985 000
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			0
	RECETTES D'EQUIPEMENT			0
10	DOTATIONS, FONDS	29 000	1 315 000	1 286 000
1068	EXCEDENTS DE FONCT. CAPITALISES	263 838		-263 838
	RECETTES FINANCIERES			0
	<b>RECETTES REELLES</b>	<b>292 838</b>	<b>2 300 000</b>	<b>0</b>
021		<b>774 000</b>	<b>101 000</b>	<b>-673 000</b>
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	120 000	120 000	0
<b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT</b>		<b>1 186 838</b>	<b>2 521 000</b>	<b>1 334 162</b>

Chap	DEPENSES INVESTISSEMENT	Budget 2021	BP 2022	Evolution
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	356 296	261 000	-95 296
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES			0
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	300 685	805 000	504 315
23	IMMOBILISATIONS IN COURS	200 000	1 380 000	1 180 000
	<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>856 981</b>	<b>2 446 000</b>	<b>1 589 019</b>
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	75 000	75 000	0
<b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b>		<b>931 981</b>	<b>2 521 000</b>	<b>1 589 019</b>
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS			0
<b>002 Résultat reporté</b>		<b>254 857</b>		<b>-254 857</b>
<b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b>		<b>1 186 838</b>	<b>2 521 000</b>	<b>1 334 162</b>

Ce nouveau budget consacre une nouvelle fois la bonne santé financière du SMOYS et la prudence des inscriptions, avec un autofinancement conséquent.

Les dépenses d'équipement passent de 856 981 € à près de 2,5M € avant même la reprise des résultats 2021.

De BP 2021 à BP2022, en excluant les travaux d'enfouissement, nous prévoyons de passer de 208 000 € à 1 141 000 €, **soit une multiplication par 5 de l'effort d'investissement.**



## 5 Une équipe administrative à la mesure des défis

L'équipe du SMOYS au 1<sup>er</sup> janvier 2022 sera la suivante :

- Direction générale : 1 directeur à temps plein et une secrétaire (temps partiel)
- Direction des finances : 1 directeur à temps plein et un agent comptable (temps partiel)
- Direction des ressources humaines : 1 chargée des ressources humaines
- Direction technique : 1 ingénieur économiste de flux et 1 technicien bâtiment, voirie, réseau

Le temps de travail annuel pour les agents à temps plein est de 1607 heures.

Cette équipe renforcée mais restreinte a permis au SMOYS de qualifier son expertise ce qui lui a valu entre autres d'être lauréat de la FNCCR, de récupérer 570 000 € de subvention auprès de l'ADEME et de faire face désormais à ses missions. Ainsi dès 2022, le SMOYS pourra lancer les nouvelles politiques contributives à la transition énergétique.

## 6 Dette

Au 31 décembre 2019 le SMOYS n'avait dans ses comptes qu'un emprunt unique contracté en 2016 pour un montant de 750 000 € au taux fixe de 0,85% classé 1A selon la charte GISSLER.

Le montant estimé de la dette au 31 décembre 2021 est de 401 684.

Le poids des annuités est de 78 312 €

Avec un autofinancement espéré de 221 000€, la capacité de désendettement du syndicat se situera à 1,81 années, soit très inférieur au seuil de vigilance des 12 ans.

Il est à noter que nous n'avons pas encore tous les éléments des budgets que nous intégrons suite à l'adhésion du SIARCE et du SIEGRA, notamment pour la partie endettement au moment de l'écriture de ce ROB.

Profil d'extinction de la dette.

